

Panorama de la Guadeloupe

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES

Chef-lieu	Basse-Terre
Superficie	1 628 km ²
Situation géographique	Arc Antillais - New York à 2 950 km, Paris à 6 800 km, Martinique à 200 km
Langues parlées	Français + Créole
Monnaie	Euro
Statut	Département et région d'outre-mer (DROM) et Région Ultrapériphérique (RUP)
Rang mondial IDH (2011)	30
Représentation nationale	4 députés, 3 sénateurs, 1 représentant au CESE
Représentation de l'État	Préfet

Du peuplement à la départementalisation

La Guadeloupe appartient à un chapelet d'îles en arc de cercle qui forment l'Arc Antillais, entre Porto-Rico et le continent américain. Son histoire est étroitement liée à l'expansion coloniale des Européens dans la Caraïbe. Les traces des premiers habitants, qui seraient originaires d'Amérique du Sud, remontent à 3 500 av. J.-C. L'île a ensuite été occupée par les Indiens Arawaks vers 700 av. J.-C. Entre le IX^e et le XIV^e siècle, les Indiens Caraïbes ou Kalinas arrivent dans l'île et la baptisent Karukéra (« l'île aux belles eaux »). Christophe Colomb débarque le 4 novembre 1493 à Sainte-Marie et nomme l'île « Guadeloupe ».

Vers 1644 se dessine la vocation économique de la Guadeloupe avec la culture de la canne à sucre qui exige une importante main d'œuvre, issue du commerce triangulaire entre l'Europe, l'Afrique et le continent américain. Le « code noir » de 1685 organise la vie économique et sociale : après une première tentative sous la convention en 1794, il faudra attendre 1848 pour que l'abolition de l'esclavage soit définitivement promulguée sous l'impulsion du député Victor Schœlcher. Les premiers travailleurs volontaires venus des Indes arrivent à Saint-François en 1853 afin de remplacer la main d'œuvre manquante dans les plantations. Depuis 1871, sans interruption, la Guadeloupe est représentée au Parlement français.

Le 19 mars 1946, l'Assemblée nationale institutionnalise la Guadeloupe en tant que département français d'outre-mer (DOM). Ce nouveau statut apporte une certaine richesse économique, mais la situation sociale ne s'améliore que très progressivement. En 1983, la Guadeloupe devient une région monodépartementale.

Le 7 décembre 2003, une consultation de la population est organisée sur la création d'une collectivité unique se substituant au département et à la région dans le cadre de l'article 73 de la constitution. Le « non » l'emporte à 72,98 % des suffrages exprimés avec un taux de participation de 50,34 %. La loi du 21 février 2007, portant sur les dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer, crée les deux nouvelles collectivités de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy, jusqu'alors communes de la Guadeloupe.

Une région monodépartementale

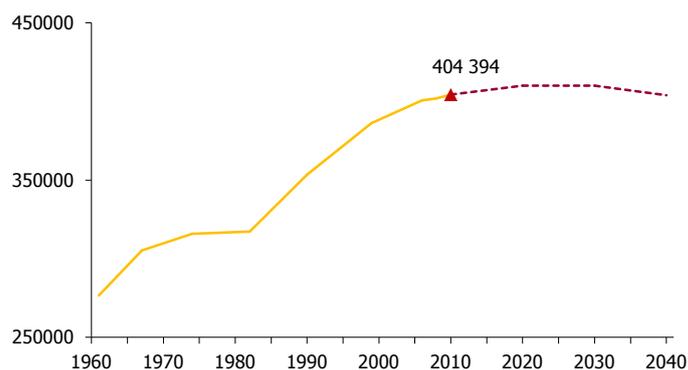
Le cadre institutionnel de l'outre-mer français est défini par la loi constitutionnelle du 28 mars 2003 relative à la réforme de l'organisation décentralisée de la République. Depuis la loi de départementalisation du 19 mars 1946 et celle du 31 décembre 1982, la Guadeloupe est un département et une région mais, à la différence de ses homologues de métropole, son assise territoriale est monodépartementale et ses compétences sont étendues, notamment en matière de finances publiques locales. La réforme constitutionnelle du 28 mars 2003 a confirmé ce double ancrage institutionnel, en créant la dénomination de « Départements et régions d'outre-mer » (DROM). Les DROM sont régis par le principe de l'identité législative. Néanmoins, des adaptations aux lois et règlements qui prévalent en métropole sont autorisées, dès lors qu'elles sont motivées par « les caractéristiques et contraintes particulières de ces collectivités ». Au niveau communautaire, la Guadeloupe, comme les autres DROM, est une Région ultrapériphérique (RUP). Ce régime prévoit l'applicabilité de principe de l'ensemble du droit communautaire et permet de bénéficier des fonds structurels.

UNE POPULATION EN VIEILLISSEMENT

La population guadeloupéenne est estimée à 401 730 habitants au 1^{er} janvier 2011, soit 0,6 % de la population française. Son taux de croissance sur la décennie 1999-2009 (0,4 %) est moins robuste qu'entre 1982 et 1990 (1,4 %) et presque deux fois moins élevé que celui de métropole (0,7 %). Cette croissance devrait encore ralentir au point de devenir négative entre 2030 et 2040. La Guadeloupe aurait, en 2040, un nombre d'habitants estimé à 404 000, à peine supérieur à la population actuelle.

Si la population de l'archipel est plus jeune que celle de métropole, elle vieillit en raison de la baisse de la natalité et d'un solde migratoire déficitaire. Avec l'arrivée aux grands âges des générations les plus nombreuses aujourd'hui, la part des plus de 60 ans devrait atteindre 40 % en 2040. A cette date, la Guadeloupe sera la troisième région la plus âgée de France, derrière la Corse et la Martinique.

Population de la Guadeloupe à l'horizon 2040



Source : INSEE - Recensements et projections

Indicateurs démographiques

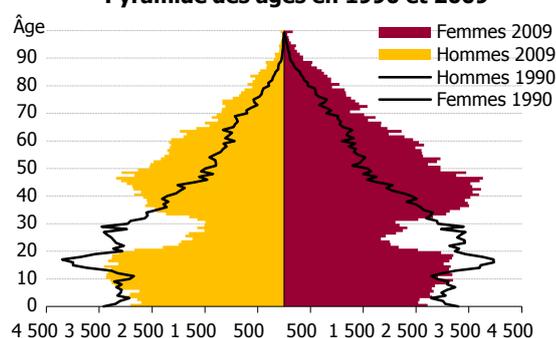
	Guadeloupe	France ⁽¹⁾
Population (milliers, millions pour la France, au 01/01/ 2011)	401,7	65,4
Part des moins de 20 ans (en %, 2010)	30	25
Part des 20 - 59 ans (en %, 2010)	51	52
Part des 60 ans et plus (en %, 2010)	19	23
Densité de population (hab/km ² , au 01/01/2011)	247	102,7 ⁽²⁾
Taux de croissance annuel moy. de la pop. (en %, 1999-2009)	0,4	0,6 ⁽³⁾
Taux de natalité (pour 1 000 habitants, 2009)	13,7	12,7
Taux de mortalité (pour 1 000 habitants, 2009)	7,1	8,5
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances, 2008-2010)	7,6	3,6
Indice conjoncturel de fécondité (2009)	2,16	2,00 ⁽⁴⁾
Espérance de vie des femmes à la naissance (année, 2009)	83,1	84,8
Espérance de vie des hommes à la naissance (année, 2009)	75,8	78,2

(1) Bilan démographique de l'Insee 2011 ; (2) Densité de la population française en 2010;

(3) Entre 2002 et 2012 ; (4) ICF en 2009

Source : INSEE

Pyramide des âges en 1990 et 2009



Sources : État civil - INSEE

UNE CROISSANCE SOUTENUE ENTRE 1993 ET 2008

L'économie de la Guadeloupe a bénéficié d'une croissance économique soutenue entre 1993 et 2008 (+3,1 % par an en volume), tirée par la consommation et l'investissement. Celle-ci s'est accompagnée d'une tertiarisation accrue de ses activités. Le PIB par habitant reste inférieur de 37 % à celui de la métropole, bien que cet écart se soit réduit de 6 points en quinze ans. Après un repli en 2009 (-4,8 %) en liaison avec la crise sociale, il renoue avec la croissance en 2010 (+2,7 % du PIB en volume) puis en 2011 (+1,3 %). En 2011, la consommation des ménages, moteur traditionnel de la croissance, reste bien orientée (+0,9 %) et tire l'activité ; tandis que la progression de l'investissement s'est nettement infléchi (+1,2 % contre 7,7 % en 2010), marquant un manque de confiance des acteurs économiques. La zone industrielle et commerciale principale est située dans la commune de Baie-Mahault, sur le site de Jarry. Poumon économique, elle regroupe 12 000 salariés et génère 23 % de la valeur ajoutée de l'île.

Principaux indicateurs économiques

	Guadeloupe	France
PIB (milliards d'euros courants, 2011)	7,8 ⁽¹⁾	1 996,6
Taux de croissance du PIB (en %, euros constants, 2011)	1,3 ⁽¹⁾	1,7
PIB par habitant (euros courants 2011)	19 689 ⁽¹⁾	30 634
Taux de dépendance ⁽²⁾ aux importations (en %, 2011)	33,9	30
Dépenses de l'État dans la collectivité (millions d'euros, 2009)	2 469,2	-

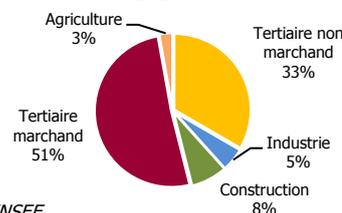
(1) Estimation CEROM ; (2) (imports)/(PIB) ; (3) Dette publique notifiée ou au sens de Maastricht

Sources : INSEE, Douanes, Cerom, DRFip

Hausse des prix modérée

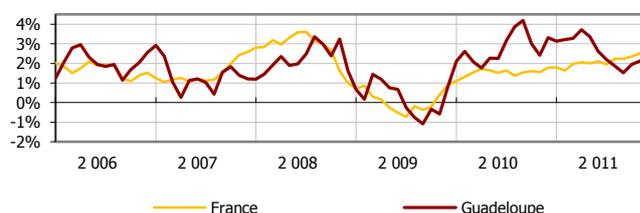
Entre 2006 et 2011, l'indice des prix à la consommation a progressé de 1,8 % en moyenne par an, soit un taux de croissance légèrement supérieur à celui observé au niveau national (+ 1,6 %). Les périodes de fortes hausses sont dues en particulier à l'évolution des prix de l'énergie. En 2011, la hausse des prix est restée contenue (+1,8 % en glissement annuel contre +3,3 % en 2010).

Répartition de la valeur ajoutée en 2010



Source : INSEE

L'indice des prix à la consommation (en glissement annuel)

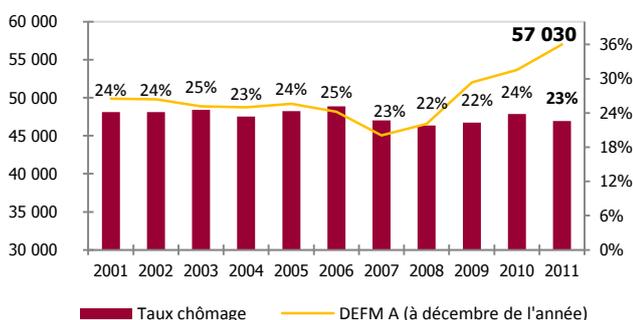


Source : INSEE

L'emploi en situation toujours préoccupante

Le marché du travail se caractérise par la prédominance de l'emploi salarié dans le secteur tertiaire et par un taux de chômage (22,6 % en 2011) plus de deux fois supérieur à la moyenne nationale. Après avoir diminué entre 2000 et 2007, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) connaît une accélération (+26,6 % entre 2007 et 2011) pour atteindre fin 2011 son plus haut niveau de la décennie avec 57 030 inscrits.

Chômage et demande d'emploi



Source : DIECCTE (Pôle emploi)- DEFM A, Données CVS

Emploi salarié	2000	2010 (p)	Évol. (1) 10/00
Total	65 409	70 966	0,8%
Agriculture	2 493	1 445	-5,3%
Industrie	6 208	7 425	1,8%
Construction	4 513	5 739	2,4%
Commerce	14 156	15 295	0,8%
Tourisme	4 630	4 449	-0,4%
Service divers	33 409	36 615	0,9%

* Guadeloupe continentale

(p) provisoire ; (1) Évolution en moyenne par an

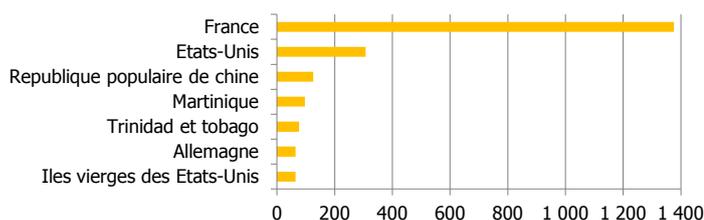
Source : Assedic

Un déficit structurel des échanges commerciaux

A l'image des autres DOM, la Guadeloupe se caractérise par la faiblesse de ses exportations et un recours important aux importations : le taux de couverture des échanges s'établit à 8,9 % en 2011. La France est le premier client et fournisseur de l'île. Les échanges commerciaux régionaux (y compris Départements français d'Amérique) sont marginaux : les importations régionales sont principalement orientées vers les États-Unis (achats de produits pétroliers), tandis que les exportations régionales sont à 97 % destinées aux DFA et aux collectivités voisines de Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

Les 7 premiers fournisseurs en 2011

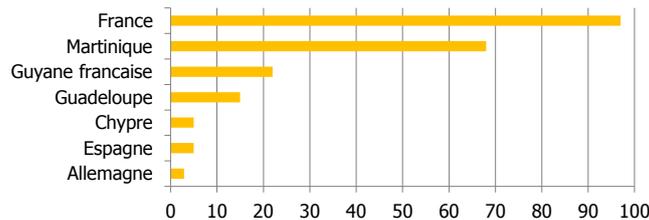
(en millions d'euros)



Source : Douanes

Les 7 premiers clients en 2011

(en millions d'euros)



Source : Douanes

Importations en valeur (millions d'euros)

2011

Autres produits industriels	860,7
Équipements mécaniques et matériels électriques	455,1
Produits des industries agroalimentaires	425,1
Matériels de transport	267,2
Produits pétroliers raffinés	527,5
Produits agricoles et de la pêche	50,3
Autres produits	58,0
Total	2 642,4

Source : Douanes

Exportations en valeur (millions d'euros)

2011

Produits des industries agroalimentaires	57,2
Autres produits industriels	44,65
Produits agricoles et de la pêche	30,4
Équipements mécaniques et matériels électriques	20,7
Matériels de transport	19,7
Hydrocarbures naturels, électricité, déchets	15,7
Autres produits	46,4
Total	234,8

Source : Douanes

UNE ÉCONOMIE ORIENTÉE PRINCIPALEMENT VERS LES SERVICES

La structure de l'économie guadeloupéenne s'est sensiblement modifiée depuis le début des années 1990 et a vu le développement accéléré d'un secteur privé très dynamique, majoritairement de services, supplantant les secteurs traditionnels de l'agriculture, du petit commerce et du bâtiment. En 2010, le tertiaire contribue à hauteur de 84 % à la production de richesse (dont 12 % pour le commerce), le bâtiment et les travaux publics (8 %), l'industrie (5 %) et l'agriculture (3 %).

Principaux indicateurs sectoriels	2011	2011 ¹ / 2001
Consommation de ciment	231 200	-2,5%
Nombre de passagers à l'aéroport (milliers)	2 050	0,8%
Nombre de croisiéristes	106 774	-7,7%
Production de rhum (hectolitre d'alcool pur)	75 656	2,7%
Production de bananes (tonnes)	59 612	-3,8%
Production de sucre (tonnes)	51 280	-0,8%

¹ Taux de croissance annuel moyen

Sources : Ciment Antillais, Aéroport Pôle Caraïbe, Port autonome Guadeloupe, Douanes, DRCCRF, Centre technique de la Canne à sucre

Le BTP en difficulté depuis 2009

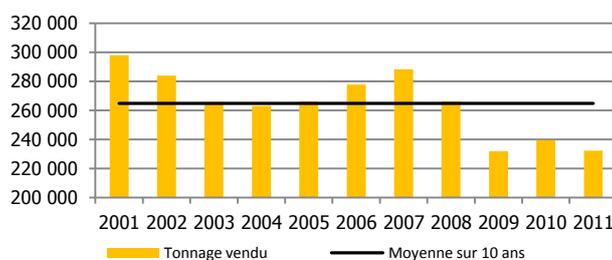
Le BTP a joué un rôle moteur dans la croissance de l'île : de 1994 à 2009, sa valeur ajoutée a crû en moyenne de 6 %. Il est caractérisé par une forte atomisticité (97,6 % des entreprises emploient 10 salariés ou moins). En 2010, il contribuait à 7,7 % de la création de richesse et employait 5 739 personnes contre 8 379 en 2008.

Après deux années de récession, le secteur ne connaît pas de véritable reprise et reste pénalisé par la faiblesse de la commande publique et le recul de la construction de logements privés individuels, impactée par l'extinction progressive des dispositifs de défiscalisation.

Un potentiel touristique à valoriser

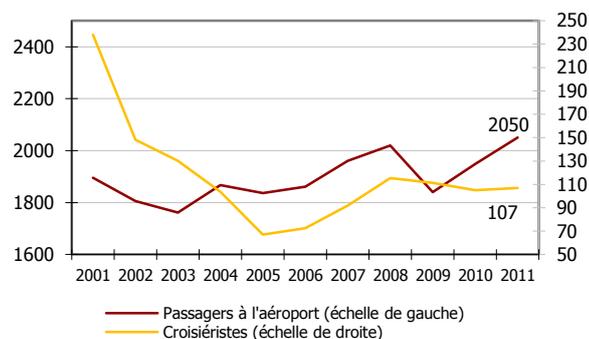
Le tourisme est un vecteur essentiel du développement et de la diversification économique de l'île. Il emploie une main d'œuvre importante, directe et indirecte. En 2010, le secteur de l'hôtellerie et de la restauration représente 3,2 % de la création de richesse du département et emploie 4 449 salariés (soit 6,3 % des effectifs salariés, hors collectivités de Saint-Martin et Saint-Barthélemy). La fréquentation touristique est globalement en baisse sur la décennie, en lien avec la perte d'attractivité et de compétitivité de la destination. Cependant l'année 2011 est caractérisée par le retour des touristes : le trafic de passagers à l'aéroport revient à des niveaux proches de ses plus hauts historiques (2000 et 2008).

Consommation de ciment



Source : Ciments Antillais, yc Iles du Nord

Fréquentation touristique (en milliers)



Sources : PAG, Aéroport Guadeloupe Pôle Caraïbes

FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

En 2011, l'activité bancaire et financière de la Guadeloupe s'organise autour de différents réseaux d'établissements de crédit et assimilés, installés localement ou non. Elle regroupe 21 établissements repartit en cinq catégories : cinq banques commerciales affiliées à l'Association Française des Banques (AFB), six banques mutualistes et coopératives, sept sociétés financières, deux institutions financières spécialisées et une institution spécifique.

Ces établissements totalisent 185 agences bancaires et emploient 1 877 agents, pour un total bilan de 10 milliards d'euros. Le taux d'équipement régional en guichets bancaires et distributeurs automatiques s'est sensiblement amélioré ces dernières années pour devenir proche du taux national. On compte un DAB-GAB pour 1 105 habitants en Guadeloupe contre un DAB-GAB pour 1 122 habitants dans l'hexagone.

Les banques guadeloupéennes ont régulièrement contribué au financement du développement de l'économie locale : la croissance annuelle moyenne du total des concours consentis s'est établie à 8,9 % entre 2004 et 2008 et est restée légèrement positive (+1,1 %) pendant la crise de 2009 pour rebondir ensuite en 2010 (+6,5 %). En 2011, l'activité de crédit dans le département affiche une progression (+7 %), tirée par les entreprises sur le segment du crédit immobilier. La sinistralité reste élevée (7,2 %), mais s'améliore sensiblement sur la période : le taux de créances douteuses a diminué de 2,1 points entre 2006 et 2011.

Indicateurs monétaires et financiers

	2000	2011
Nombre d'habitants par guichet bancaire	2854	2 572
Nombre d'habitants par guichet automatique	2070	1 105
Nombre de comptes bancaires par habitant	2,2	2,89
Actifs financiers des agents économiques ¹ (mds €)	3,5	6,8
Encours sains des agents économiques ¹ (mds €)	3,5	6,9
Taux de créances douteuses ² (%)	20,2	7,0

¹ auprès des établissements de crédits locaux

² créances douteuses / ensemble des concours

Source : Iedom

Indicateurs d'entreprises

	2011
Coût moyen du crédit aux entreprises (% , janv. 2012)	5,25
Actifs financiers ¹ (millions d'euros, à fin déc.)	1 386
Concours bancaires ² (millions d'euros, à fin déc.)	3 634
dont crédits d'exploitation (%)	8,9
dont crédits d'investissement (%)	41,3
dont crédits à la construction (%)	49,0

¹ auprès des établissements de crédits locaux

² concours sur l'ensemble des établissements de crédits

Source : Iedom

Indicateurs ménages

	2011
Créances douteuses nettes (millions d'euros à fin décembre)	237,5
Actifs financiers ¹ (millions d'euros, à fin déc.)	5 050
Concours bancaires ² (millions d'euros, à fin déc.)	2 890
dont crédits à la consommation (%)	34,2
dont crédits à l'habitat (%)	65,7
Nombre de dossiers de surendettement	368

¹ auprès des établissements de crédits locaux

² concours sur l'ensemble des établissements de crédits

Source : Iedom

NB : Les données utilisées dans cette note sont arrêtées au 31 décembre 2011.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de rédaction : C. APANON

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : Octobre 2012 – Dépôt légal : Octobre 2012 – ISSN 1952-9619